

# COM(2013) 865 final

ASSEMBLÉE NATIONALE

QUATORZIÈME LÉGISLATURE

SÉNAT

SESSION ORDINAIRE DE 2013-2014

---

---

Reçu à la Présidence de l'Assemblée nationale  
Le 20 décembre 2013

---

---

Enregistré à la Présidence du Sénat  
Le 20 décembre 2013

## TEXTE SOUMIS EN APPLICATION DE L'ARTICLE 88-4 DE LA CONSTITUTION

PAR LE GOUVERNEMENT,

À L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET AU SÉNAT

Proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un protocole à l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République d'Azerbaïdjan, d'autre part, concernant un accord-cadre entre l'Union européenne et la République d'Azerbaïdjan relatif aux principes généraux de la participation de la République d'Azerbaïdjan aux programmes de l'Union.

**E 8951**





**CONSEIL DE  
L'UNION EUROPÉENNE**

**Bruxelles, le 16 décembre 2013  
(OR. en)**

**17917/13**

---

**Dossier interinstitutionnel:  
2013/0420 (NLE)**

---

**LIMITE**

**COEST 413  
NIS 88**

**NOTE DE TRANSMISSION**

---

Origine:	Pour le Secrétaire général de la Commission européenne, Monsieur Jordi AYET PUIGARNAU, Directeur
Date de réception:	6 décembre 2013
Destinataire:	Monsieur Uwe CORSEPIUS, Secrétaire général du Conseil de l'Union européenne
N° doc. Cion:	COM(2013) 865 final
Objet:	Proposition de DÉCISION DU CONSEIL relative à la conclusion d'un protocole à l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République d'Azerbaïdjan, d'autre part, concernant un accord-cadre entre l'Union européenne et la République d'Azerbaïdjan relatif aux principes généraux de la participation de la République d'Azerbaïdjan aux programmes de l'Union

---

Les délégations trouveront ci-joint le document COM(2013) 865 final.

---

p.j.: COM(2013) 865 final



COMMISSION  
EUROPÉENNE

Bruxelles, le 6.12.2013  
COM(2013) 865 final

2013/0420 (NLE)

Proposition de

## **DÉCISION DU CONSEIL**

**relative à la conclusion d'un protocole à l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République d'Azerbaïdjan, d'autre part, concernant un accord-cadre entre l'Union européenne et la République d'Azerbaïdjan relatif aux principes généraux de la participation de la République d'Azerbaïdjan aux programmes de l'Union**

## EXPOSÉ DES MOTIFS

Dans le cadre de la politique européenne de voisinage (PEV), l'ouverture progressive de certains programmes et agences de l'Union aux pays partenaires de ladite politique constitue l'une des nombreuses mesures destinées à promouvoir la réforme, la modernisation et la transition dans les pays voisins de l'Union européenne. La Commission a défini cet aspect stratégique de manière plus détaillée dans sa communication de décembre 2006 «concernant l'approche générale visant à permettre aux pays partenaires de la politique européenne de voisinage de participer aux travaux des agences communautaires et aux programmes communautaires»<sup>1</sup>.

Le Conseil a approuvé cette approche dans ses conclusions du 5 mars 2007<sup>2</sup>.

Le 18 juin 2007, sur la base de cette communication et de ces conclusions, le Conseil a transmis des directives à la Commission en vue de la négociation d'accords-cadres avec l'Algérie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, l'Égypte, la Géorgie, Israël, la Jordanie, le Liban, la Moldavie, le Maroc, l'Autorité palestinienne, la Tunisie et l'Ukraine, relatifs aux principes généraux de leur participation aux programmes communautaires<sup>3</sup>.

Le Conseil européen de juin 2007<sup>4</sup> a réaffirmé l'importance capitale de la PEV et a approuvé un rapport de la présidence sur les progrès réalisés<sup>5</sup>, qui avait été présenté au Conseil «Affaires générales et relations extérieures» (CAGRE) lors de sa session des 18 et 19 juin 2007, ainsi que les conclusions du Conseil s'y rapportant<sup>6</sup>. Ce rapport rappelait les directives énoncées par le Conseil en vue de la négociation des protocoles additionnels nécessaires.

La communication conjointe de la Commission et de la haute représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, intitulée «Une stratégie nouvelle à l'égard d'un voisinage en mutation»<sup>7</sup>, approuvée par les conclusions du Conseil du 20 juin 2011, a en outre mis l'accent sur l'intention de l'UE de faciliter la participation des pays partenaires aux programmes de l'UE.

En septembre 2011, les participants au sommet du partenariat oriental qui s'est tenu à Varsovie ont convenu de faciliter la participation des pays partenaires aux programmes et agences de l'UE.

À ce jour, des protocoles ont été signés avec l'Arménie<sup>8</sup>, Israël<sup>9</sup>, la Jordanie<sup>10</sup>, la Moldavie<sup>11</sup>, le Maroc<sup>12</sup> et l'Ukraine<sup>13</sup>.

---

<sup>1</sup> COM(2006) 724 final du 4 décembre 2006.

<sup>2</sup> Conclusions du CAGRE du 5 mars 2007.

<sup>3</sup> Décision (restreinte) du Conseil autorisant la Commission à négocier des protocoles [...], document 10412/07.

<sup>4</sup> Conclusions de la présidence – Bruxelles, 21/22 juin 2007, document 11177/07.

<sup>5</sup> Rapport de la présidence sur les progrès réalisés concernant le «Renforcement de la politique européenne de voisinage», document 10874/07.

<sup>6</sup> Conclusions du Conseil sur le renforcement de la politique européenne de voisinage (adoptées par le Conseil «Affaires générales et relations extérieures») du 18 juin 2007, document 11016/07.

<sup>7</sup> COM(2011) 303 final du 25 mai 2011.

<sup>8</sup> [mentionner la référence au JO après la publication]

<sup>9</sup> JO L 129 du 17.5.2008, p. 39.

<sup>10</sup> [mentionner la référence au JO après la publication]

En octobre 2012, l'Azerbaïdjan a indiqué qu'il souhaitait participer au large éventail de programmes ouverts aux pays partenaires concernés par la politique européenne de voisinage. Le texte du protocole négocié avec l'Azerbaïdjan est joint en annexe.

La Commission présente ci-après une proposition de décision du Conseil relative à la conclusion du protocole. Ce protocole contient un accord-cadre établissant les principes généraux de la participation de l'Azerbaïdjan aux programmes de l'Union. Il comprend des clauses types destinées à être appliquées à l'ensemble des pays partenaires concernés par la politique européenne de voisinage avec lesquels de tels protocoles doivent être conclus.

Conformément à l'article 218, paragraphe 6, point a), du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, le Parlement européen sera appelé à donner son approbation à la conclusion dudit protocole.

La Commission présente, par ailleurs, une proposition de décision du Conseil relative à la signature et à l'application provisoire dudit protocole.

Le Conseil est invité à adopter la proposition de décision qui suit.

---

<sup>11</sup> JO L 14 du 19.1.2011 p. 5; JO L 131 du 18.5.2011, p. 1; entrée en vigueur le 1.5.2011.

<sup>12</sup> JO L 273 du 19.10.2010, p. 1; JO L 90 du 28.3.2012, p. 1; entrée en vigueur le 1.10.2012.

<sup>13</sup> JO L 18 du 21.1.2011 p. 1; JO L 133 du 20.5.2011, p. 1; entrée en vigueur le 1.11.2011.

Proposition de

## DÉCISION DU CONSEIL

**relative à la conclusion d'un protocole à l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République d'Azerbaïdjan, d'autre part, concernant un accord-cadre entre l'Union européenne et la République d'Azerbaïdjan relatif aux principes généraux de la participation de la République d'Azerbaïdjan aux programmes de l'Union**

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, et notamment son article 212, en liaison avec son article 218, paragraphe 6, point a),

vu la proposition de la Commission européenne,

vu l'approbation du Parlement européen,

considérant ce qui suit:

- (1) Le protocole à l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République d'Azerbaïdjan, d'autre part, concernant un accord-cadre entre l'Union européenne et la République d'Azerbaïdjan relatif aux principes généraux de la participation de la République d'Azerbaïdjan aux programmes de l'Union («le protocole»), a été signé au nom de l'Union le ....
- (2) Il convient d'approuver ledit protocole,

A ADOPTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

### *Article premier*

Le protocole à l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République d'Azerbaïdjan, d'autre part, concernant un accord-cadre entre l'Union européenne et la République d'Azerbaïdjan relatif aux principes généraux de la participation de la République d'Azerbaïdjan aux programmes de l'Union («le protocole»), est approuvé au nom de l'Union<sup>14</sup>.

Le texte du protocole est joint à la présente décision.

---

<sup>14</sup> Le protocole a été publié au [...] avec la décision relative à sa signature.

*Article 2*

Le président du Conseil procède, au nom de l'Union, à la notification prévue à l'article 10 du protocole<sup>15</sup>.

*Article 3*

La présente décision entre en vigueur le jour de son adoption.

Fait à Bruxelles, le

*Par le Conseil  
Le président*

---

<sup>15</sup> La date d'entrée en vigueur du protocole sera publiée au Journal officiel de l'Union européenne par les soins du secrétariat général du Conseil.